

La Première Reconstruction dans les Hauts-de-France

Appel à communication

La Direction Régionale des Affaires Culturelles Hauts-de-France, en partenariat avec Sciences-Po Lille et en concertation avec le Conseil Régional envisage d'organiser au mois de novembre 2019, avec l'appui d'un conseil scientifique (composition infra), des journées d'étude sur la reconstruction opérée après la Première Guerre mondiale dans les Hauts-de-France.

La participation aux rencontres sera gratuite, sur inscription obligatoire.

Contexte

Les cinq départements qui composent les Hauts-de-France présentent la particularité d'avoir été traversés par la ligne de front entre 1914 et 1918. Quatre offensives majeures se sont ainsi déroulées sur ce territoire : l'invasion de 1914, la bataille de la Somme de 1916, le chemin des Dames notamment en 1917 et l'offensive allemande de mars 1918. Pour la seule bataille de la Somme, c'est deux fois plus de morts qu'à Verdun en deux fois moins de temps.

Souvent, et cela vaut pour l'ensemble de la région, les populations évacuées lors de l'avancée des troupes ennemies n'ont retrouvé à leur retour que des ruines et des paysages anéantis. Des villes entières de la région étaient dévastées – Bailleul (59), Cambrai (59), Lens (62), Béthune (62), Albert (80), Saint-Quentin (02), Soissons (02) - sans compter plusieurs centaines de villages, qui réclamaient une opération de reconstruction à une échelle jusque-là inédite.

En conséquence, la période de Reconstruction qui va suivre – dite Première reconstruction par rapport à celle qui viendra après la Deuxième Guerre Mondiale - sera d'une ampleur telle qu'elle constitue un trait caractéristique fort du territoire de l'actuelle région des Hauts-de-France. La séquence chronologique durant laquelle on peut considérer qu'elle se développe, les formes qu'elle a pu prendre, les enjeux de représentation sociale qu'elle a posés, la prise en compte aujourd'hui, et selon quelles modalités, de ce qu'il en reste tels sont les premiers jalons qui pourraient être mieux cernés et questionnés.

Objectifs

Deux objectifs complémentaires doivent être rappelés. Le projet porté par la DRAC – intitulé « la Première reconstruction et les formes qu'elle a produites dans les Hauts-de-France » - constitue une opportunité pour associer services de l'État et collectivités territoriales dans le but de s'appuyer sur le patrimoine qui a été produit alors pour aider à l'émergence d'une prise de conscience commune à l'ensemble des départements qui composent la nouvelle collectivité territoriale, elle-même associée à cette démarche.

L'objectif des journées d'études est plus ciblé et vise à mieux connaître et révéler le périmètre, le déroulé, les attendus, les non-dits de cette période de la Première Reconstruction.

1 - Quand et Quoi ?

Le questionnement portant sur la séquence chronologique à considérer constitue un sujet en soi : la fin des combats ne marque pas forcément un point de départ, ni homogène, ni même pertinent (prémices de 1870, dès 1914, 1917 ?) ; il en est de même du terminus, et ce afin d'aller au-delà du repère que constitue le début de la Seconde Guerre Mondiale.

De manière concomitante, jusqu'où considérer l'emprise du sujet à traiter ? Afin d'avoir une vision transversale, culturelle au sens le plus large de son acception, et en aucun cas strictement esthétique mais de nature sociale et citoyenne de la Première Reconstruction, la proposition devra déterminer son propre périmètre d'étude.

Les thématiques évoquées dans le document d'appel de l'Exposition du Progrès social de Lille et Roubaix en 1939 avaient placé très haut les attentes : *hygiène, confort, prévoyance, famille, arts, sports, cinéma, vie communale, habitation, théâtres...etc...* *participations internationales*. C'est une ambition voisine qui anime aujourd'hui le projet, c'est-à-dire avoir une vision transversale, culturelle qui lui fut donnée naguère, et qui reste d'actualité.

Sur ces deux points, temporels et thématiques, s'ils restent délibérément ouverts au stade de l'appel à communication, leur angle d'analyse s'emploiera à aller au-delà d'un exposé factuel pour questionner et justifier le parti pris proposé.

2 – Qui alors ?

La Première Reconstruction a été plurielle, innovante, paradoxale dans sa volonté de modernité et de ré-ancrage d'un territoire dans une dimension rêvée, néo-régionaliste qui s'invente alors, entre passé recomposé et invention architecturale et plastique. Quels ont été les choix des habitants d'alors, par quelles voix se sont-ils exprimés, comment ont agi/réagi les autorités publiques ? Quelle incidence - ici plus qu'ailleurs ? - de la très forte résonance internationale du conflit et de la présence d'hommes et de femmes, de combattants et travailleurs venus du monde entier ? Dans la représentation qui se construit à l'issue du conflit, quelle part est reconnue/dévolue/impensée dans ce qui s'est passé dans le nord du pays, notamment par rapport aux zones détruites de l'est de la France ?

3 - Comment ?

Face à l'ampleur des destructions, au besoin de réinvestir l'espace public, de reconstruire un outil de production, de redonner à la société, aux individus des repères sociaux et personnels, comment se sont organisées les opérations, avec quels moyens réemployés et/ou spécialement dédiés (dommages de guerre/initiatives privées/structurations coopératives) ? Fallait-il laisser subsister des ruines témoins ? Quand on rebâtit, quels alignements seront-ils respectés/restitués/réinventés ? Entre commémoration des morts et viatique aux survivants, comment a-t-on réparé, redonné sens et utilités à l'espace commun, laissé perdurer ou créé de nouveaux usages ? Selon quel vocabulaire, avec quels outils juridiques, conceptuels, sensibles ?

Intimement liés, les points 2 et 3 pourront être problématisés ensemble.

4 – Quel objet a posteriori et pour qui ?

Question directement issue de la précédente, en quoi ce qui a été produit alors est-il / doit-il être considéré comme du patrimoine, et selon quels critères ? Dans la fabrication toujours à l'œuvre du patrimoine - c'est-à-dire dans le regard porté à un moment donné sur ce temps-même comme sur ce qui vient du passé - quels enjeux se posent en termes de préservation, réhabilitation, médiation et partage avec les publics d'aujourd'hui ? Quelles représentations, quels impensés d'aujourd'hui peuvent-ils être mis en lien avec la période de la Première Reconstruction ?

Méthodologie et calendrier

La volonté d'une approche transversale de questionnement et d'étude souhaite permettre d'initier un dialogue fructueux entre de nombreuses disciplines et institutions et des professionnels diversifiés autour d'un projet commun, et de lutter contre les cloisonnements et les approches souvent verticales des différents secteurs disciplinaires et esthétiques. Les contributions souhaitées s'adressent donc aussi bien à des chercheurs, au sens académique du terme, qu'à des praticiens du patrimoine et à des représentants du monde associatif. Les propositions pourront ainsi faire valoir des témoignages ou questionnements conjoints émanant de ces différentes familles d'acteurs. Pour cela différentes formes d'intervention (comptes-rendus de recherche, analyses d'expériences, études de cas en ateliers, visites problématisées...) peuvent être proposées.

Une approche comparative, au fil du temps ou dans d'autres territoires que les Hauts-de-France, sera bienvenue dès lors qu'un apport réflexif pourrait être établi pour les Hauts-de-France.

En souhaitant créer de nouvelles connaissances, de nouveaux questionnements, en révélant des impensés, ces journées d'étude veulent ouvrir la parole et faciliter le déploiement ultérieur d'initiatives. L'émergence d'une conscience commune en serait la conséquence.

Format des propositions de contribution : jusqu'à 2000 signes + 5 lignes de biographie + coordonnées téléphonique et électronique

Délai de réception des propositions de contribution : 15 février 2019

Adresse courriel d'expédition : premierereconstruction.hauts-de-france@culture.gouv.fr

Date limite de réponse du conseil scientifique à la proposition : 5 avril 2019

Date des Journées d'étude (JE) : novembre 2019

Composition du comité scientifique des JE :

- Mme Isabelle Barbedor, Chercheur, responsable du service de l'Inventaire du patrimoine culturel Direction de la Création artistique et des Pratiques culturelles, Conseil Régional ;
- M Stéphane Bedhome, Docteur en histoire et administrateur du Musée de Vassogne ;
- M François Benchendikh, directeur Adjoint sciences Po Lille ;
- M Xavier Boniface, Professeur histoire contemporaine- Université de Picardie
- Mme Emmanuelle Danchin, Docteur en histoire contemporaine et en histoire, arts et archéologie (chercheur partenaire S.IRICC)- CNRS Centre National de Recherche Scientifique ;
- M Matthieu De Oliveira, SHS, Université de Lille ;
- Mme Caroline Fontaine - directrice du centre international de recherche de l'Historial de Péronne ;
- Mme Sylvie Grange, - Conservatrice en chef du patrimoine, Conseillère pour les musées DRAC des Hauts de France ;
- Mme Annette Groux, professeur aménagement et urbanisme – directrice de l'Institut d'aménagement et d'urbanisme de Lille
- M Richard Klein, Professeur d'histoire de l'Architecture - Architecte DPLG, Docteur de l'Université de Paris I, HDR - Directeur du LACTH ENSAP (Ecole Nationale Sup. d'Architecture et du Paysage);
- M Vincent Negri, chercheur au CNRS/UMR 7220-ISP Institut des sciences sociales du politique ;
- M Philippe Nivet, directeur du Centre et histoire des sociétés des Sciences et des Conflits Université de Picardie
- Marie-Pascale Prevost Bault – conservatrice de l'Historial de Péronne.

Sélection bibliographique

- Reconstruction et modernisation, la France après les ruines, 1918..., 1945..., Archives nationales, 1991.
- Hugh Clout, *After the ruins*, University of Exeter Press, 1996.
- Philippe Nivet, « Reconstruction française » dans Jean-Yves Le Naour (sous la direction de),
- Dictionnaire de la Grande Guerre, Larousse, 2008.
- David de Sousa, *La reconstruction et sa mémoire dans les villages de la Somme (1918-1932)*, La Vague Verte, 2001.
- *Des Américaines en Picardie au service de la France dévastée 1917-1924*, Réunion des Musées Nationaux, 2002.
- *Reconstructions en Picardie après 1918*, Réunion des Musées Nationaux, 2000.
- *La Grande Reconstruction, reconstruire le Pas-de-Calais après la Grande Guerre*, Archives départementales du Pas-de-Calais, 2000.
- Anne Duménil et Philippe Nivet (sous la direction de), *Les reconstructions en Picardie*, Amiens, Encrage, 2003.
- Françoise Bercé, « La doctrine de la restauration face aux reconstructions après les guerres », dans André Corvisier et Jean Jacquart (sous la direction de), *De la guerre réglée à la guerre totale, Les malheurs de la guerre II*, Editions du Comité des Travaux Historiques et Scientifiques, 1997 (actes du congrès d'Amiens d'octobre 1994), p. 131-147.
- Jean-Pierre Blin, « Le vitrail dans les églises de la reconstruction en Picardie » dans Nadine-Josette Chaline (sous la direction de), *Le Vitrail en Picardie et dans le Nord de la France aux XIXe et XXe siècle*, Encrage, 1996.
- Jean-Charles Capronnier, « La restauration des châteaux et manoirs en Picardie », dans André Corvisier et Jean Jacquart (sous la direction de), *De la guerre réglée à la guerre totale, Les malheurs de la guerre II*, Editions du Comité des Travaux Historiques et Scientifiques, 1997 (actes du congrès d'Amiens d'octobre 1994), p. 147-160.
- Martine Plouvier, « La reconstruction d'abbayes dans l'Aisne après les deux derniers conflits mondiaux, luxe ou nécessité ? », dans André Corvisier et Jean Jacquart (sous la direction de), *De la guerre réglée à la guerre totale, Les malheurs de la guerre II*, Editions du Comité des Travaux Historiques et Scientifiques, 1997 (actes du congrès d'Amiens d'octobre 1994), p. 161-176.
- *Finir la guerre*, actes du colloque de Verdun, 12-13 novembre 1999, n°7, Presses universitaires de Nancy, 2000
- Isabelle Blanc, *La reconstruction des bâtiments publics dans l'Aisne après la Grande Guerre*, thèse sous la direction de Nadine-Josette Chaline, Université de Picardie, 2006, 2 vol.

Sur la formation du droit de l'urbanisme et l'invention d'une planification urbanistique au lendemain de la première guerre mondiale :

- G. Bardet, « Vingt ans d'urbanisme appliqué », *L'Architecture d'aujourd'hui*, n° 3, 1939, p. 2-3.
- V. Claude, *Les projets d'aménagement, d'extension et d'embellissement des villes (1919-1940)*. Sources et questions, Paris, ministère de l'Équipement et du Logement, 1990.
- J.-P. Demouveau et J.-P. Lebreton, *La naissance du droit de l'urbanisme 1919-1935. Les grands textes du droit de l'urbanisme*, éditions de Journaux officiels, 2007.
- J.-P. Gaudin, *L'avenir en plan : technique et politique dans la prévision urbaine (1900-1930)*, Paris, Champ Vallon, 1985.
- X. Laurent, « La loi Cornudet (1919) et les monuments historiques » in J.-P. Bady, M. Cornu, J. Fromageau, J.-M. Leniaud et V. Négri (dir.), 1913. Genèse d'une loi sur les monuments historiques, *La documentation française*, 2013, p. 256-263.

Sur l'architecture

- Eric Bussière, Patrice Marcilloux, Denis Varaschin (dir.) *La grande reconstruction*, Arras, Archives départementales du pas-de-Calais, 2002
- Cat., *Reconstruction en Picardie après 1918*, Paris, réunion des Musées Nationaux, 2000
- coll. *Les trois reconstructions*, dossiers et documents n°4, Paris, Institut Français d'Architecture, décembre 1983

- Daniel Le Couédic, *La maison ou l'identité galvaudée*, Rennes, Presse universitaires de Rennes, 2003
- Jean-Claude Vigato, *Régionalisme*, Paris, éditions de La Villette, 2008

Sur les monuments historiques et les souvenirs de guerre :

- E. Danchin, « De la protection à la valorisation du patrimoine dévasté : penser la valorisation des ruines pendant la guerre », *In Situ*, n° 23, 2014, p. 6 et s.
- Ph. Nivet, « Reconstruire, ne pas reconstruire : le débat sur les monuments historiques pendant la Première Guerre mondiale », in Ph. Nivet (dir.), *Guerre et patrimoine artistique à l'époque contemporaine*, Amiens, Encrage, 2013, p. 185-202.
- X. Perrot, « Le droit des monuments historiques et la Grand guerre : conservation des vestiges et souvenir de guerre en question », in J.-P. Bady, M. Cornu, J. Fromageau, J.-M. Leniaud et V. Négri (dir.), *De 1913 au Code du patrimoine. Une loi en évolution sur les monuments historiques*, La documentation française, 2018, p. 32-41.
- F. Viltart, « Naissance d'un patrimoine : les projets de classement des ruines, vestiges et souvenirs de guerre (1915-1918) », *In Situ*, n° 23, 2014, p. 3 et s.